

**ÉDUCATION
ÉTUDE**



**Décembre 1928
Bulletin Mensuel de
Propagande Syndicale**

L e c r e u s e t

**SOLIDARITÉ
AGRÈMENT**



**4^e Année - N° 12
Le numéro : 50 cent.
Abonnement : Un an :
5 francs - 6 mois : 3 francs**

LE CREUSET

Bulletin Mensuel de Propagande Syndicale

Rédaction et Administration Jean DE BOE, « Le Creuset », 23, place Saint-Géry, Bruxelles
Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Sommaire :

Le Mensonge de la Paix (p. 161) ; *Serons-nous prêts ? Le Plafond de l'Index* (p. 163) ; *Coin du Morticole* (p. 165) ; *Coin des Jeunes : Contre toute Dictature* (p. 166) ; *Le Pèlerin de Moscou* (p. 167) ; *Un Conflit à la Fédération Locale du Livre* (p. 172) ; *La Poubelle* (p. 176).

Le Mensonge de la Paix !

Ce mois de novembre, gris et humide, aux brouillards flottant sur toutes choses comme des suaires ou des linceuls, symbolise parfaitement le néant éternel des choses mortes.

Un jour maussade, appauvri, suinte au travers des rideaux sans parvenir à éclairer la couleur des objets familiers; par la gueule béante du fourneau, les braises ardentes crachent sur l'ombre un peu de lumière rouge. L'âme s'enténèbre de mélancolie. Le passé, enfoui dans les replis de la conscience, ressuscite un monde d'êtres et de choses. Les absents, les morts, se rassemblent et racontent de vieux souvenirs...

Les morts sont innombrables en ce mois de novembre, dernier veau d'une première décade de paix...

Ils sont des millions, égaillés sous la glèbe indifférente des anciens champs de bataille. Qu'ils soient méticuleusement rangés par quelqu'enfouisseur officiel, subissant jusque dans la mort l'imbécile symétrie des instructeurs militaires, au cerveau équarri par la discipli-

ne, qui ont tracé les nécropoles à croix de bois; qu'ils soient résorbés par la terre marâtre, après avoir été malaxés avec la boue putride des théâtres de gloire, bouillie sanglante, informe, anonyme, sous le broyage incessant des obus; qu'ils soient prisonniers sous quelque arc de triomphe, au pied de quelque symbole mensonger de pierre et de bronze; que veille sur leurs restes périssables la flamme sacrée que le plombier canalisa d'une proche conduite de gaz industriel; que... — sous le signe des luzernes champêtres ou des tréteaux patriotiques, les morts de la guerre ont un même destin : le néant les sépare à jamais des fêtes de la vie !

Ils étaient jadis, comme nous tous, la foule vivante, mobile, insouciant, se soumettant sans trop réfléchir aux instincts profonds qui guident les humains. Ils chantaient, ils riaient aux jours clairs de leur existence. Ils étaient jeunes et forts, sur eux avaient veillé, durant vingt ans ou davantage, des mères attendries; des mains noueuses

avaient œuvré jusqu'au sang pour assurer de meilleur être l'avenir qui s'ouvrait vaste devant eux. En leur chair, l'appel de l'amour avait réveillé sa mystique et douce angoisse... Ils avaient aimé ! Les yeux vitreux qui, avant de se liquéfier en sanies pestilentes, avaient fixé la fuite éperdue des nuages gris au-dessus de leur terre mortuaire, connurent, autrefois, les contemplations muettes; ces yeux avaient reflété d'autres yeux aux regards de tendresse; ces yeux s'étaient enorgueillis de la conquête et de la possession. Et leurs chairs, dissoutes, fondues, en muscles puissants galbaient des corps harmonieux faits pour la caresse et les œuvres de vie...

Les morts de la guerre étaient comme vous, comme moi, pleins d'ardeur, de vouloir, d'espérance; en eux chantaient aussi les promesses de demain. Et la mort les prit... Que dis-je?... Les mères, douces gardiennes de leur enfance; les pères, tuteurs attentifs de leur juvénile ardeur; les fiancées craintives; les épouses aimantes; les vieillards impuissants; les probes savants; les prêtres, les tribuns, les hommes de loi et de sabre; les juges, les marchands, les riches et les pauvres, tous ceux et celles que n'appelait point le sacrifice fatal, depuis la prude rombière à l'incontinente putain, toutes et tous, dans un délire de cris, de chansons, de fleurs et de drapeaux, les avaient poussés, eux les jeunes, les vivants, sur le sentier des morts!!!...

Depuis, aux jours anniversaires de novembre, les mères pleurent leurs petits; les épouses regardent au dedans d'elles-mêmes ceux qui sont partis et ne revinrent jamais; les enfants cherchent autour d'eux les grands frères et les papas aussi dont les médiocres portraits s'endeuillent de crêpe sur le mur chau-

lé des chambres d'ouvriers. Et les vieillards, les savants, les juges, les marchands, les tribuns, les catins et les prêtres, au son des cuivres, s'en vont dans le brouillard froid, bateleurs de la souffrance, verser un pleur oratoire autour des fastueux catafalques de la patrie... en ces jours gris de novembre...

Sans doute la guerre, pour ceux qui en connurent l'épouvante, n'est plus la « fraîche et joyeuse » des scribes embusqués dans les quotidiens à subventions. La France a « son » Alsace et « sa » Lorraine; nous-mêmes nous avons « nos » villes rédimées, ce dont nous sommes très fiers. Le cri de la revanche sonne faux jusque dans les discours de Poincaré. La Pologne ressuscitée traîne parmi ses oppresseurs vaincus son sabre ostentatoire. Versailles et Saint-Germain ont, à grands coups de torchon, effacé les vieilles injustices et intronisé, sur une Europe nouvelle, le Droit et la Liberté... pour les puissants de faire plus large ripaille. Les armées, désormais, ne sont plus faites pour la guerre; ce sont, dans le vocabulaire nouveau, les gardiennes vigilantes de la civilisation dans la paix. Il n'est pas un homme d'Etat dont le pathos déclamatoire ne s'émaille du pacifisme le plus virginal. Et, pour attester de leurs sentiments humanitaires, les impérialistes ennemis se réunissent en des sites poétiques pour y sceller des pactes de concorde et d'amitié...

Ah ! si les petits gars, aux vingt ans pleins de promesses, dont les restes achèvent de pourrir dans les plaines du Nord, sur les plateaux d'Argonne, dans les glaises de Champagne, pouvaient entendre les prêches de Locarno ou de Thoiry, la « paix » peut-être adouciraient leur destin. Mais les morts n'entendent point. Aussi n'est-ce pas pour eux

les panégyriques larmoyants, les « Te Deum » à grand spectacle; les discours de Briand, de Chamberlain, de Stresemann. Ce n'est pas pour eux la « flamme éternelle », la « minute de recueillement »; pas pour eux les défilés de drapeaux, l'étalage de rubans, les couronnes d'immortelles; pas pour eux l'esbrouffe macabre et tricolore en ce mois gris de novembre. Les petits gars, aux vingt ans prometteurs, qui furent fauchés par millions pour raffermir les marchés et les régimes, les petits gars qui sont morts n'entendent et ne voient plus. Point n'est besoin de leur jeter la poudre glorieuse aux yeux. C'est pour les vivants, pour ceux qui restent du grand carnage et pour ceux qui seront de celui de demain. C'est pour les vivants qui ne doivent pas comprendre, qui ne doivent pas soupçonner, que se dépensent les histrions en contritions verbales. Il ne faut pas qu'ils sachent que les usiniers ont besoin d'un matériel humain plus considérable encore pour écarter la concurrence qui les menace. Il ne faut pas surtout que les « tant pour cent » — ces fantômes vivants — sachent que les laboratoires distillent, analysent, enmagasinent des gaz infernaux, plus

meurtriers mille fois que ceux qui ont rongé leur corps. Il ne faut pas qu'aux oreilles des mères, des aïeux, des épouses, des enfants, le ronronnement obsédant des avions — ces messagers de paix ! — suggère la hantise des empoisonnements universels. Il ne faut pas qu'ils sachent que, derrière le paravent de la Société des Nations, des pactes et des alliances, les arsenaux fabriquent à rendement accéléré des engins de mort toujours plus perfectionnés et plus nombreux; les chantiers construisent sans arrêts de gigantesques vaisseaux, submersibles sournois ou dreadnoughts orgueilleux; les fonderies allongent les gueules béantes des obusiers et des canons. Et c'est en vain qu'explorent les cartoucheries, les dépôts, les casemates, les cuivres patriotiques couvrent ces salutaires avertissements de leurs criminelles diversions.

Il ne faut pas qu'ils sachent que la GUERRE, la guerre exécrée, la guerre fratricide, dresse le piège où ils s'anéantiront demain. Le piège qu'en ce mois de novembre, gris et humide, on cache sous le grandiloquent mensonge de la paix...

QUERCUS

SERONS-NOUS PRETS ?

Nous allons atteindre l'index plafond du Contrat

Pour l'autantième fois, nous lançons ce cri : **Serons-nous prêts ?** C'est désormais un cri historique, lancé chaque fois que le premier point noir se montre à l'horizon. Dans le passé, nous lui avons donné ce caractère d'appel suprême à la préparation intensive de la défense de nos positions acquises et pour la conquête de meilleures conditions de travail.

Ce n'est plus un secret, pour aucun travailleur du Livre de Belgique, que

les conditions de travail dans l'industrie du Livre marchent à reculons. Au point de vue des salaires, un simple calcul — ne fut-ce que l'index officiel, que chacun sait en-dessous de l'augmentation réelle du coût de la vie — suffit pour démontrer que la rémunération de notre travail suit une ligne descendante ininterrompue, accentuée même. Particulièrement depuis le contrat de 1925, l'effort patronal pour faire peser la réduction du coût de la

production sur le dos des ouvriers, a parfaitement réussi.

Cet effort patronal n'a pas seulement trouvé son expression sous la seule forme de la réduction du pouvoir d'achat de nos salaires, également nos autres conditions de travail ont été atteintes.

Faut-il rappeler que l'application du contrat de 1928 est venu prolonger d'une heure la journée de travail des camarades qui travaillent en équipe, sans que cette heure leur soit payée intégralement (par rapport à ce qui existait auparavant, s'entend). Est-il nécessaire d'insister sur les heures supplémentaires accordées illégalement au patronat, ainsi que sur l'abrogation de la semaine fixe par l'autorisation d'embaucher pour 3 jours, etc.

Et nos camarades savent que même ce contrat est loin d'être rigoureusement appliqué, particulièrement en province.

UN PEU D'EXPERIENCE.

Les dernières années nous ont donné de dures leçons.

En 1925, après une bataille de 9 semaines, nous sommes obligés de rentrer dans les ateliers avec les fameux « neuf dixièmes » de la victoire que chacun de nous a pu apprécier à leur juste valeur. Nous nous rappelons comment les dirigeants réformistes ont avant et pendant la bataille semé le trouble et l'hésitation parmi nos camarades. Et ce n'est pas par hasard que certaines sections ouvrières de province ont imposé aux travailleurs du Livre de ce pays les conditions patronales en menaçant de rentrer ; l'hésitation, l'hostilité marquée contre la lutte à la tête de nos organisations, ne pouvait avoir d'autres conséquences que le trouble à la base, s'exprimant sous forme de lassitude dans la lutte et soumission au patronat.

Depuis 1925, ce fut le sabotage du contrat par les patrons, sa non-application en province.

1927 marquait une diminution générale des salaires d'environ 10 p. cent. Sans la moindre velléité de lutte, sans la moindre menace de combat — au contraire, en essayant de couvrir sous des monceaux de saletés et de mensonges la voix de ceux qui voulaient

organiser la résistance — les dirigeants de nos organisations prêchent la soumission aux exigences patronales.

1928 est encore à la mémoire de tous nos camarades. La déchéance syndicale de nos dirigeants réformistes était complète. A côté des patrons, avec les patrons, ils combattirent, par tous les moyens, la seule section qui se dressait résolument contre l'avalissement des conditions de travail. Jamais, dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'on a vu, aussi ouvertement, un front unique des dirigeants réformistes avec les patrons contre les ouvriers.

Cette expérience ne peut pas passer inaperçue pour l'ensemble des travailleurs du Livre : ils doivent en tirer toutes les conclusions qui s'imposent.

A LA VEILLE DE L'ECHÉANCE DES CLAUSES SALAIRES

Le contrat est à peine signé, qu'il menace déjà de terminer ses effets, car s'il n'y a pas d'accord sur les salaires, il est évident aussi que les autres conditions du contrat deviennent caduques.

En effet, le c) de l'article 14 du contrat dit : « Si, toutefois, l'index simple descendait au-dessous de 770 ou s'élevait au-dessus de 860, chacune des parties aurait la faculté de résilier le présent accord concernant le minima des salaires, moyennant préavis de trois mois et de rechercher les bases d'une nouvelle convention ».

Or, l'index-number suit à nouveau une ligne ascendante rapide ; depuis le moment des négociations du contrat de 1928, c'est-à-dire le mois de mai jusqu'au 15 novembre, l'index simple a augmenté de 40 points, portant ainsi l'index de mai 805, à 845 au 15 novembre.

L'index pour Bruxelles était, au 15 mai, de 852 ; celui du 15 novembre est de 897, soit une augmentation de 45 points.

Pratiquement, nous sommes encore à 15 points du plafond prévu par le contrat.

Est-ce que celui-ci sera atteint le mois prochain, dans deux ou trois mois : personne ne le sait. Mais il est certain que nous l'atteindrons dans un temps très court.

Et cela pose à nouveau le problème : Qu'allons-nous faire ? Serons-nous prêts ?

QUE FAIRE ?

1928 ne peut pas être la répétition de 1927. Lorsque l'index avait atteint, fin 1926, le plafond, les patrons ont exigé une stabilisation des salaires, réduisant ainsi ceux-ci de 10 pour cent. Nos dirigeants nous ont acculés à la soumission.

Nous devons profiter de l'augmentation de l'index pour reposer à nouveau l'ensemble de nos revendications. Le chiffre 860 de l'index doit être le signal de départ d'une nouvelle bataille comme celle de mai 1928, mais en profitant de toute l'expérience que cette dernière nous a laissée.

Il faudra que, dès maintenant, tous les camarades s'attèlent à la besogne ; il faut faire valoir le bien-fondé de nos revendications dans tous les ateliers, auprès de **TOUS** les travailleurs du Livre, de sorte que le front unique des patrons se brise sous la volonté unanime des ouvriers, décidés à réaliser leurs revendications.

Pour la réadaptation intégrale de nos salaires au coût de la vie !

En attendant que l'index atteigne 860, préparons la bataille contre tous ceux qui s'opposent à nos revendications. G. V. d. B.



Depuis les temps les plus reculés, les hommes ont connu, par la fermentation alcoolique, le moyen de faire de la bière et du vin. Certains adressent à la divine bouteille un culte reconnaissant : des poètes décadents et des artistes déséquilibrés cherchent à y découvrir la source féconde d'inspirations supérieures ; des esprits inquiets et des cœurs assombrés lui demandent l'oubli de leurs peines et l'assoupissement de leurs préoccupations : le plus grand nombre y trouvent un moyen de consacrer à l'habitude et de

vaincre, parmi les relents de bistrot, l'ennui de leurs loisirs, en attendant que le temps, éternel faucheur, les devore.

La loi des « Deux Litres » a fait disparaître, pendant quelques années, le pittoresque mais combien lamentable spectacle de l'ivrogne zigzaguant d'un réverbère à l'autre ; mais l'alcoolisation lente et traîtresse par les bocks, ales et apéros, qu'elle autorise, risque de rendre son efficacité éphémère. Car la bière de ménage la plus anodine renferme 3 pour cent d'alcool, nécessaires à sa formation, soit 30 grammes par litre, équivalant à 60 grammes d'une forte liqueur, qu'absorbent à ce taux les amateurs de bonnes bières nationales ou étrangères, auxquelles l'on voudrait reconnaître, ces derniers temps, une valeur préventive à l'égard du cancer !

L'époque où l'on considérait l'alcool comme aliment d'épargne, ordonné même aux jeunes enfants, paraît définitivement révolue. Aussi, devant l'actuelle recrudescence de l'alcoolisme, convient-il, une fois de plus, d'attirer l'attention des travailleurs sur ses ravages.

Qui de vous ne connaît les symptômes de l'ivresse alcoolique ? A la gaieté souvent niaise du début succèdent les balourdises de salle de gardes ; le vernis superficiel de l'éducation s'estomppe devant le réveil des instincts primitifs : la parole est hésitante, l'esprit devient confus et le tableau se termine par un sommeil profond, conduisant parfois au coma et à la mort, donnant lieu, le plus souvent, à un réveil morose et nauséux.

L'alcoolisation habituelle est bien plus redoutable pour l'individu, car elle altère et détruit peu à peu les éléments fondamentaux de nos divers organes.

Ainsi, les sécrétions gastriques se tarissent, des troubles digestifs en résultent avec disparition de l'appétit et vomissements bilieux le matin ; le foie est extrêmement sensible à ce toxique et est d'habitude assez profondément atteint ; la vue perd de son acuité, les mains tremblent et laissent percevoir une crépitation neigeuse quand on comprime les extrémités digitales, le nez se gonfle de varicosités

donnant à cet appendice sa truculente coloration, la voix s'éraïlle par le fait d'un catarrhe laryngé chronique, les vertiges ne sont pas rares. Le système nerveux est particulièrement attaqué; les paralysies et les troubles méningés d'origine alcoolique sont connus. Enfin, surviennent parfois des crises de confusion des idées avec agitation intense, délire avec visions d'animaux et hallucinations terrifiantes, crises de delirium tremens au cours desquelles le malade est capable de crimes et autres actes antisociaux.

D'ailleurs, sous l'influence de l'alcoolisme chronique, le caractère subit de profonds changements. Le buveur devient indifférent à son travail comme à ses intérêts économiques ou moraux; il devient irritable, grossier envers les siens et son entourage, perd la notion des contingences sociales et manifeste, de toutes manières, sa déchéance mentale.

Les alcooliques traînent, de plus, à leur suite, une hérédité déplorable: leurs descendants sont fréquemment les élus de la tuberculose, de l'épilepsie, de la folie, de tares profondes de dégénérescence. Nombre d'idiots et de débilés sont redevables de leur état à un prurit génésique de leurs parents obnubilés par des excès bachiques.

Parmi les toxicomanes de l'alcool peuvent se rencontrer des hommes de génie; est-ce une preuve suffisante pour attribuer à l'alcool la cause de leur supériorité? Tout semble démontrer que leurs tendances géniales se manifestent malgré leurs excès alcooliques et qu'ils cherchent plutôt dans l'ivresse l'anéantissement momentané d'angoisses ou de sensations bizarres, créations de leur déséquilibre imaginaire.

Enfin, rappelons-nous que l'on peut être alcoolique sans jamais avoir présenté un état caractéristique d'ébriété; des affections extrêmement graves peuvent en résulter chez des personnes ignorant le danger qui les menace.

Par l'influence que l'alcool peut avoir sur la santé physique et intellectuelle comme par l'importance qu'il a pour le budget des Etats. l'on comprend qu'il constitue un élément important dans le problème social.

D^r Charles FONTAINE-VINCENT.

Contre toute Dictature

Les rédacteurs de l'« Effort » ne manquent vraiment pas d'audace dans le choix de titres pour leurs articles.

J'ai trouvé, à la sortie de la séance mensuelle des adhérents, une de ces perfides petites brochures, organe des fanfarons réformistes échappé peut-être des poches d'un effortiste honteux, camarade du triste sire qui dirige notre feuille syndicale officielle.

Vraiment, ces mauvais bergers, et, entre autres, leur collaborateur technique Fr. De Wit, directeur de l'école professionnelle, ne manquent pas de cynisme pour écrire: « Contre toute Dictature », alors que les jeunes élèves de l'école sont soumis, pendant les heures de classe, au régime draconien des serviteurs du directeur fasciste.

Les renvois pleuvent dru pour les motifs les plus anodins; les nouveaux tremblent, la situation devient difficile.

Les élèves, que les intempéries chassent dans les couloirs de l'école avant l'heure des cours, sont espionnés de la façon la plus scandaleuse. A cet effet, ce petit bouffi de De Witt ferait un merveilleux Sioux, car il est incomparable pour surprendre un élève ayant en main un tract syndical ou autre.

Heureusement que, depuis quelque temps, des camarades s'intéressent à nous et sont devenus nos collaborateurs pour la défense de nos droits syndicaux, tant à l'atelier qu'à l'école.

Nous avons surtout grand besoin, camarades, de tous vos efforts pour inculquer aux nouveaux élèves les principes syndicaux, dont, hélas! une grande partie ignore tout et font, de ce fait, l'affaire du patronat exploiteur.

Les professeurs qui, de leur naturel, ne sont déjà pas des agneaux, deviennent d'une arrogance inconcevable et les jeunes craignent la toute-puissance mussolinienne de De Wit.

Jeunes camarades, le devoir nous incombe de déjouer les odieuses manœuvres de ceux qui veulent déprécier nos qualités syndicales et la combativité des jeunes travailleurs qui, malgré tous leurs « efforts », veulent rester libres et abolir la dictature de notre jobard de directeur. (S.) BOUT-DE-ZAN.

Le Pèlerin de Moscou

Cinquante jours à travers la Russie Nouvelle

« L'U. R. S. S., il faut sans cesse le redire, pays hétéroclite et sur lequel le voyageur partial, qui ne veut voir qu'un côté des choses, peut mentir audacieusement tout en ne rapportant que des vérités. »

Luc Durtain

(« L'Autre Europe: Moscou et sa foi »)

(Suite.)

LE VAGABONDAGE

J'avais été extrêmement impressionné par les récits pathétiques que publiait indiscontinûment notre presse sur les enfants abandonnés, les « biezpriotni ». A en croire nos plumitifs, leur nombre atteignait des millions, ils se dressaient partout, accusateurs loquaces d'un régime impuissant. Ils envahissaient les routes, escaladaient les enceintes, assaillaient les trains, terrorisaient les campagnes. Troupeaux migrateurs, l'été, ils remontaient sur Moscou et Leningrad; l'hiver, ils dévastaient la Crimée et le Caucase. C'était la criminalité ascendante que nulle digue légale ne pouvait plus contenir et qui devait submerger dans le sang cette nouvelle société amoralisée par la révolution. Les pires désordres étaient provoqués par ces « biezpriotni » sans foi ni loi. Coupeurs de bourse ou bien encore couturiers des pires prostitutions, les « sans asiles » étaient les héros de la fantaisie sadique de nos marchands d'encre bien pensants.

Et puis l'autre corde, celle des âmes sensibles: que de tableaux larmoyants de cette enfance abandonnée, sans foyer, sans abri, sans parents, chassée de ville en ville par la misère, tranquille par une police impitoyable, en proie à toutes les tentations du mal! Enfants volés au cours des expéditions nutritives dans les régions blanches, puis abandonnés ou vendus à quelque sordides paysans: jeunes aristocrates, arrachés à leurs familles et mêlés à la tourbe des villes. Et l'on se demande comment il en reste tant encore après tous ceux qui furent dévorés par les bolcheviks durant la famine? Et les

récits de se suivre, plus dramatiques les uns que les autres et de conclure à la ruine de la famille, au retour à la barbarie...

C'était impressionnant.

J'eus soin, dès mon arrivée en Russie de m'enquérir sur l'étendue de cette plaie.

Eh bien! ce n'était pas un mythe: les « biezpriotni » existent. J'en ai rencontré.

Evidemment pas sous la banquette de mon compartiment où j'eus soin, ainsi que me l'avait conseillé un prudent camarade, de fouiller. Il n'en pénétra pas davantage par le vasistas du wagon, ni par la bouche d'air, ni par le plancher. Et mon train ne fut pas pris d'assaut ainsi qu'il m'avait été prédit. Mais à Smolensk, où nous arrivâmes au petit matin, je vis un garnement de 12 à 14 ans, planté sur le quai en face de notre compartiment. On aurait difficilement trouvé vagabond plus misérable. Véritable paquet de quenilles qui laissait percer par endroits quelque parcelle de peau violacée; il était plutôt pâlot; des yeux bleus dans des paupières rougies de blépharite; des cheveux trop longs, qui ignoraient la discipline du peigne, s'échappaient d'une casquette crasseuse. En passant, un employé de la gare l'interpella. Le bougre ne daigna seulement pas le regarder, ni lui répondre. Il resta planté devant le compartiment absorbé sans doute dans un grand rêve d'aventures. C'était par lui que se matérialisa pour moi le mythe du « biezpriotni ».

Depuis, j'en vis d'autres. A chaque station, ils étaient quelques-uns, « sans abri » authentiques ou petits vauriens des alentours, à guetter l'arrivée des

convois. Les salles d'attente des gares leur offrent d'ailleurs un refuge excellent. Ces salles immenses, surchauffées, grouillent d'une foule bigarrée et curieuse. Par familles, par villages, des bivouacs s'installent autour d'un amoncellement d'objets disparates; le samovar fume, un « tchaï » pâle circule; la « baba » s'affaire auprès d'une marmaille querelleuse; des hommes, sur leurs peaux de chèvre, dorment, malgré l'inférieur chahut; et les « biezpriotnii », qui sont parfois des petits malheureux pas bien méchants, grapillent des miettes, se réchauffent, gagnent quelques kopeks en échange de menus services, s'égayant aux sons d'une « garmochka » par laquelle un jeune conscrit fait revivre son village. Leur vient-il un regret de ne pas avoir, comme les autres enfants, une mère, une maison, la certitude des repas quotidiens et la camisole de force des vêtements propres? Je ne sais. Mais partout où j'en ai rencontrés, j'ai été frappé par le regard d'insolent mépris dont ils anathématisaient les honnêtes passants. Ils sont indépendants jusqu'à l'effronterie et je n'ai vu chez eux ni crainte, ni honte; ils se moquaient parfaitement des contingences.

Un soir que je remontais la Petrowka, à Moscou, rue animée aux étalages étincelants de lumières, je fus arrêté par un trio de ces petits vagabonds. Loqueteux, comme tous leurs semblables, accroupis au milieu du trottoir, ils étaient absorbés dans un jeu qui m'était inconnu. La partie était animée, quelques kopeks serrés près de chacun d'eux mêlaient du drame à l'affaire. Ils criaient, gesticulaient, se levaient avec des éclats de voix et des gestes de héros antiques s'accroupissaient à nouveau, dents serrées et regards soupçonneux. La foule, coupée comme un fleuve par une pile de pont, s'écoulait de chaque côté du petit groupe. Je m'étais arrêté, amusé par le spectacle. Soudain, l'un des « biezpriotnii » m'aperçut, ramassa sa cuivraie et se planta devant moi, main tendue : « dai mnié kopek, pialzt » (donnez-moi un kopek, s.v.p.). Je l'arrêtais d'un « niet » décourageant. Le petit bonhomme n'insista pas. D'une chute souple il reprit sa place

au jeu, sans plus s'occuper de ce qui se passait autour de lui.

C'était un soir de Novembre, dans la boue glacée de Moscou. Ils étaient vêtus de quelques haillons, l'un d'eux était nu-pieds, les deux autres chausaient d'informes laptis... Enfance abandonnée...

Le lendemain, il me fut donné de voir davantage de ces petits « outlaws ».

C'était dans un de ces quartiers retirés, vétustes, où l'herbe pousse entre le pavé raboteux. Les maisons y sont telles que les dépeignent les vieux chroniqueurs moscovites et telles que les a reproduites Ivan Pavlov dans son album de lins du « Vieux Moscou » : Grand portail flanqué de l'ancienne loge du ci-devant portier, une large cour où des monceaux de neige se fondent ou se glacent — nietchevo! — des charrettes, des matériaux de démolition encombrant le passage — nietchevo! —, sur les côtés, s'alignent des maisons basses dont l'entrée est protégée par une sorte de quèrite ou de tambour, parfois un petit arbuste, échappé à la dévastation des « malchiki » du voisinage, pousse ses branches maigrettes vers le ciel. Il y faisait calme comme dans une vieille ville de province. Et que peut-on trouver à Moscou dans un coin semblable, comme en tout autre, d'ailleurs, si ce n'est un couvent? Il y avait donc un couvent. J'ai là, sous les yeux sa photographie, avec son double portail à plein cintre. Sur le principal, les panneaux portent encore la trace des images de saints aux roses hiératiques, il est surmonté d'une icône en parfait état. Le mur est agrémenté d'une fresque médiocre, d'ailleurs très endommagée. Comme nombre d'autres, ce couvent a été réquisitionné par le commissariat de l'Instruction publique et transformé en refuge pour enfants anormaux (S.P.O.N.).

A l'intérieur, nous fîmes recus par une brave femme aux dehors prolétaires, emmitoufflée dans un gros paletot : c'était la directrice de l'établissement, son poste n'était pas une sinécure. Avant de visiter les locaux, la directrice nous donna, dans son bureau ta-

pissé de graphiques et d'échantillons de travaux, quelques explications sur l'œuvre et sur le problème de l'enfance anormale en Russie, y inclus les « biezpriotnii », les dégénérés, les jeunes délinquants, les enfants sans surveillance, etc., etc. Problème combien complexe et ardu pour un pays en pleine reconstruction économique et culturelle, chargé du passé formidable d'un régime déchu, déficient en matériel pédagogique, en personnel, en locaux et ayant à réadapter à une vie sociale et policée toutes les petites victimes de la guerre, de la contre-révolution, de la famine, dont un grand nombre se sont habituées, par un vagabondage de nombreuses années, à une farouche mais dangereuse indépendance.

La tâche primordiale consistait à arracher au milieu corrompue les enfants privés de soutien. On créa des asiles pour les recevoir. Il ne fut pas possible de construire de toutes pièces des instituts, des pensionnats, des écoles; les couvents, les églises étant en nombre incalculable, on les utilisa et on les accommoda tant bien que mal à leur nouvelle destination. D'ailleurs, il s'agissait bien plus de faire une œuvre vivante, expérimentale, qu'une démonstration théorique, impersonnelle. Moins d'uniformes, de discipline, moins d'obéissance soumise et plus d'intérêt, de pratique, de préparation à la vie sociale. C'est pour cela sans doute que nous ne trouvâmes pas au Spon ces dortoirs flamboyants neufs, aux meubles cirés, précieux, ces instruments coûteux, mais inemployés, qui dorment sous verre et qui font l'orgueil de quelques-uns de nos établissements modèles; au contraire, nous y trouvâmes une population enfantine passablement turbulente, des ateliers, tels qu'ils sont dans la réalité, des classes peut-être un peu trop sommaires, mais où les enfants se sentaient chez eux. D'ailleurs, pour la plupart, le Spon était leur foyer, leur seul refuge; les professeurs, la directrice, leurs seuls parents...

Sur 613 enfants des deux sexes, il y avait 250 internes, petits délinquants (quelques-uns, orphelins et « biezpriotnii »; les autres, externes, étaient

des enfants abandonnés par leurs parents durant la journée, ou insuffisamment surveillés. Tous, indistinctement suivaient les mêmes cours. Non pas qu'on ne fasse une classification judicieuse des enfants selon leurs tares ou leur particularités morales et physiques, mais, une fois le tri fait, internes et externes subissaient le même régime.

Au point de vue de l'observation psychologique et anthropologique, il est accordé un très grand intérêt. Lorsque c'est possible, ce ne l'est malheureusement pas toujours, on se livre à de sérieuses investigations sur l'hérédité et l'atavisme. On tient compte des habitudes et des dispositions morbides. On suit ainsi les enfants selon leurs besoins propres. Ce qui n'est pas aisé.

Une première constatation, qui montre l'extrême urgence de l'intervention de l'œuvre, c'est le pourcentage impressionnant des enfants déficients : 85 p. c. accusent des anomalies physiologiques; insuffisance de poids, de développement thoracique, etc.; 50 p. c. ne sont pas nourris normalement. L'œuvre de régénérescence morale se complète par des soins physiques, selon l'adage : *Mens sana in corpore sano*.

Au Spon on applique le programme scolaire officiel comme en toute autre école. Mais ce fut l'éducation professionnelle qui retint mon attention. Six professeurs se partagent ce travail, pour six professions différentes : imprimerie, reliure, mécanique, menuiserie, cordonnerie et photographie. Pour les filles, la couture. Les enfants restent là jusqu'à 16 ans; ils travaillent 4 heures et reçoivent des cours d'instruction générale pendant 4 heures. Après leur seizième année, ils sont placés dans l'industrie privée, mais restent sous surveillance jusqu'à 18 ans. Une attention toute particulière est donnée à l'éducation civique, et à l'acoutumance au travail régulier. Il s'agit de neutraliser tantôt des inclinations dangereuses, tantôt une longue habitude d'indépendance et d'insociabilité. Or, le but du Spon est de faire des citoyens conscients de leur res-

ponsabilité sociale, autant que de leurs droits.

Au point de vue commodité et agencement, cet établissement n'était peut-être pas l'idéal, il ne nous fût d'ailleurs pas présenté comme tel, mais la volonté de parfaire, le souci de réaliser, l'assurance d'améliorer l'œuvre étaient pour moi de sûres garanties pour la liquidation rapide du pénible problème du vagabondage infantile.

Des institutions de ce genre se comptent par centaines dans le gouvernement de Moscou.

Me trouvant à Ivanovo-Voznesensk, j'eus l'occasion de visiter un autre refuge pour petits vagabonds. A quelque 200 kilomètres de Moscou, cette ville est le centre d'une importante région textile. Il y a peut-être peu de villes en Russie qui synthétisent aussi bien qu'Ivanovo-Voznesensk le nouveau régime. Sa population, exclusivement prolétarienne, était autrefois la proie inoffensive d'écumeurs d'industrie sans scrupules. Le servage le plus absolu était le partage des pauvres habitants. Aussi les maisons y étaient-elles d'une pauvreté sordide, constructions de charpente rudimentaire n'ayant pas à envier grand chose aux humbles isbas de village, voire défectueuse, hygiène inconnue. Quelques boutiques vivaient mal du rare pécune que laissaient aux travailleurs les dépenses indispensables à la vie. C'était à proprement parler l'image du paupérisme le plus lamentable. Sur cette misère régnaient les magnats du textile. Leurs demeures somptueuses s'élevaient au-dessus de cette médiocrité en laquelle elles semblaient plonger leurs assises comme d'avidés racines pour s'en nourrir.

Sous l'impulsion de Frounsen, la révolution d'octobre a soufflé en tempête sur cette contrée autrefois maudite. Et, aujourd'hui, c'est la résurrection ! De larges avenues se tracent, des cités-jardins s'édifient, des coopératives richement approvisionnées alimentent une population prospère. Les hôtels particuliers ont été transformés en maisons de repos, en hôpitaux, en ambulances, en clubs d'usines, en maisons de syndicats, etc., etc. Là où le

travail avait été ignominieusement avili par l'exploitation, le travail triomphe. J'aurai l'occasion de reparler de cette contrée à propos de l'organisation économique en Russie et à propos des assurances sociales, aussi ne m'y attarderai-je pas ici.

L'institution pour « *biezpriotnii* » que nous visitâmes s'occupait de 440 enfants de 14 à 16 ans, dont une centaine étaient internes. Les autres venaient d'institutions voisines ou bien étaient des enfants insuffisamment surveillés. Comme ailleurs, les cours y étaient partagés en 4 heures d'instruction générale et 4 heures d'éducation professionnelle. Dans l'ensemble, la visite laisse l'impression d'une organisation plus sérieuse et plus efficace que celle que je visitai à Moscou. Les enfants y étaient très propres, les garçons, qui travaillaient à l'atelier de mécanique — 1 professeur par 20 élèves —, avaient bonne mine. On ne se plaignait pas, d'ailleurs. Les enfants y vivaient sans contrainte; parfois l'un ou l'autre s'en retournait « sur le grand voyage », puis revenait épuisé et loqueteux.

Dans l'atelier des filles, Mlle Somova, notre « *tolmatch* » eut fort à faire, car notre camarade Philéry, déléguée française, avait commis l'imprudence de s'émouvoir du sort des petites orphelines et de caresser l'une ou l'autre. Elle eut bientôt autour d'elle une belle grappe de têtes blondes, dont beaucoup étaient très jolies et respiraient toutes la santé. Notre camarade, dont la sensibilité est vive, avait manifesté le désir d'adopter une de ces pauvres petites. Ce n'était malheureusement pas possible. L'enfant, qui avait entendu la conversation, sanglotait convulsivement, communiquant peu à peu son désespoir à ses petites compagnes, si bien que la séparation fut on ne peut plus pénible.

Dans la région, de nombreuses œuvres semblables fonctionnaient.

Nous venions de visiter une usine métallurgique à Karkhof, lorsque Fried, notre guide, vint nous demander si nous avions le courage d'affronter la bourrasque de neige dans nos autos découvertes et d'aller voir l'Asi-

le Maxime Gorki, à une quinzaine de kilomètres de là. Evidemment. Toutes les choses étaient pour nous si palpitantes d'intérêt que nous étions prêts à tous les risques pour voir de nos yeux et toucher de nos mains l'œuvre immense de la révolution.

Nos automobiles empruntèrent la plus fantastique des routes. Il y avait eu marché, ce jour-là, une file interminable de charrettes s'allongeait sur la route, ou plutôt sur la piste sinueuse que formait le chapelet noir sur cette immense nappe blanche. L'attelage type qui en formait les innombrables grains mérite notre attention, depuis le cheval qui menait à sa guise, au charretier qui psalmodiait une de ces mélodies ukrainiennes que nasillent dans nos music-halls d'anciens gardes-blancs devenus choristes. Les charrettes brimbalaient tout ce qui est transportable. Véritable retour de pillage vers les campagnes lointaines. Tout cela traînait avec philosophie. Notre chauffeur avait beau corner, rien n'y faisait : les paysans, abandonnant leurs véhicules, s'étaient rassemblés à quelques-uns et discutaient. Et nous fûmes obligés d'emprunter les champs ou bien nous rasions les charrettes, dont le cheval s'effrayait au passage et filait comme une flèche à travers champs, traînant la voiture balante derrière lui. Il faisait un froid de loup. Le vent violent nous jetait des paquets de neige au visage; nous respirions de la glace. Sur le dos d'une colline, le chauffeur pointa une église entourée de bâtiments. Un couvent, évidemment. C'était là.

L'Asile Maxime Gorki a remplacé le monastère au village de Podvorki. C'est un événement qui marque l'histoire. En 1920, au moment de sa fondation, il y avait 20 petits colons — colonistes nous disait ce bon Fried —, en 1922, il y en avait 40 et au moment de notre passage, il y en avait 400. Tous sont des « *biezpriotnii* », des deux sexes, de 7 à 19 ans, tous sélectionnés par la Commission pour la protection des mineurs. Comme ailleurs, on leur donne de l'instruction et un métier. Ici, l'organisation était plus indépendante, la participation à la direction plus effective de la part des

colons, qui font partie du Conseil d'administration, du Conseil de discipline et du tribunal intérieur, où le chef de l'établissement est toujours le défenseur de l'accusé.

Les dirigeants n'avaient pas à se plaindre de la conduite ni de la moralité des petits colons, ceux-ci, d'ailleurs, avant d'être promus au titre, subissaient un stage de surveillance d'un an. Période la plus difficile. Les deux ou trois premiers mois, le spleen domine l'un ou l'autre qui s'enfuit vers les routes libres. Après ce délai, il n'y a jamais eu d'exemple d'évasion. Celles-ci cependant ne sont pas difficiles, les colons vivant en complète liberté; au surplus ils pouvaient aller passer leur dimanche à la ville.

Dès notre arrivée, une fillette d'une dizaine d'années s'accrocha à nous. C'était une petite noirette, aux yeux de gitane. Elle venait du lointain Caucase, où le soleil rit toujours sur les vignobles étagés. Elle voulait retourner vers son pays. Tout en elle protestait contre l'exil qu'elle subissait dans ce monastère, habité par des enfants dont elle comprenait mal la langue. Elle se plaignait de tout : elle n'avait pas, comme les autres, de solides habits, non plus des chaussures neuves, et la camarade Lindward, eut beau essayer de la convaincre, rien n'y fit. Elle voulait partir avec nous. Son histoire ? Lamentable. Orpheline de père et mère, elle avait été recueillie par sa tante. Cette dernière, jeune ouvrière, peu soucieuse d'une telle charge, laissait vagabonder l'enfant, sans soin, sans surveillance. La Commission de l'Enfance avait dû intervenir et, finalement, s'occuper complètement de la fillette. Des cas semblables sont innombrables. D'autres enfants écoutaient ces plaintes avec sympathie, sentant peut-être revivre en eux la même nostalgie de soleil et de liberté — nostalgie des oiseaux dans la prison des cages... Les plus âgés haussaient les épaules et morigénaient la pleureuse.

Le refuge Maxime Gorki est un des établissements les plus intéressants de ce genre, aussi en est-on très fier dans le rayon de Karkhof. L'atelier de cordonnerie travaillait pour les villages voisins, la menuiserie de même, la

forge, où chantait le travail sonore, façonnait et réparait les instruments aratoires. Avec orgueil on nous fit visiter les étables, les porcheries très bien tenues et très prospères, où des filles saines et fortes effectuaient les très prosaïques mais très féconds gestes bucoliques. Aux alentours s'étendaient les champs que travaillaient les plus robustes parmi les « colonistes ». Et tout cela dans une telle réussite qu'indépendamment de la subsistance assurée à la nombreuse communauté, l'exploitation rapportait 20.000 roubles par année. L'œuvre réparatrice était tellement édifiante, que nombre d'enfants, qui liaient des amitiés dans les villages voisins, étaient adoptés par des familles de paysans, au sein desquelles ils finissaient de se dégaucher complètement, non seulement des quenilles du « biezriotnii », mais aussi de cet esseulement qui les toutait hors du commerce humain.

Sans doute, ces tentatives ont été nombreuses — il y a plus de 2.000 établissements de ce genre en Russie, touchant plus de 250.000 enfants anor-

maux ou orphelins — sont-elles encore insuffisantes pour liquider la question des « biezriotnii ». Sans doute n'a-t-on pas atteint la perfection pédagogique, pas plus que le confort idéal dans ces refuges. Sans doute, y a-t-il un déchet imperceptible qui impose des bornes aux bonnes volontés. Sans doute faudra-t-il de nombreuses années encore avant de pouvoir assurer que, dans cette immense république, chaque soir chaque enfant trouve son abri et la sollicitude attendrie d'un tuteur; que chaque jour, il trouve avec le pain de l'esprit la subsistance du corps. Sans doute... Mais il n'est personne de bonne foi qui pourrait contester l'effort prodigieux accompli par la Russie pour assurer à tous ses enfants les bienfaits de la Révolution et il n'est pas un pays au monde qui consacre aux œuvres de l'enfance malheureuse un budget aussi considérable et une attention aussi sensible. Nos philanthropes hypocrites peuvent, seuls, l'ignorer.

(A suivre.)

Jean DE BOE.

Un Conflit à la Fédération Locale du Livre

Si nous nous sommes abstenus jusqu'à présent de prendre position dans le litige qui paralyse depuis quelques mois la Fédération locale du Livre, ce n'est pas que nous nous estimions cet organisme, mais nous désirions surtout ne pas envenimer les relations précaires qui divisent plus qu'elles n'unissent les groupements du Livre de Bruxelles et nous ne serions pas sortis de cette réserve si le débat nécessaire avait pu se faire là où il devait se faire : au sein du Conseil Général du Livre ou bien dans une assemblée plénière de la Fédération. Au lieu de cela on a délibérément rompu les ponts. C'est à la presse politique qu'on s'est adressé pour mener à bien la manœuvre « politique ». Il en est résulté une polémique de nature à fausser complètement la vérité et l'ordre des évène-

ments. Nous nous voyons, en conséquence, obligés, malgré nous, de rectifier les erreurs en faisant un peu d'histoire.

La cause du conflit ?

« Suite à l'attitude de certains membres du bureau de la Fédération locale, les délégués relieurs et lithographes refusent de siéger avec eux. »

Lisez plutôt ainsi :

« Suite à la volonté de certains militants du Livre de ne pas s'incliner devant les ordres défaitistes des grands évêques de la Commission Syndicale et des Comités Centraux du Livre, ceux-ci ont décidé de les écarter de leur chemin par des moyens détournés. »

Voyons ces moyens.

La grève de 1925, aboutissant après 9 semaines de résistance, au compro-

mis que vous connaissez, avait provoqué une profonde rancœur chez tous les travailleurs du Livre de la capitale. Certaines branches, plus que d'autres, se trouvaient particulièrement lésées, parmi celles-ci, les relieurs. Les conséquences de cette situation furent la condamnation des Comités Centraux qui avaient négocié ce contrat et un mouvement général vers la gauche. Les relieurs retirèrent leur confiance aux négociateurs et obligèrent ainsi le président de la Fédération locale, Van Stayen, qui était leur délégué, à démissionner, et, pour tenter une suprême résistance — malgré l'acceptation du contrat par les congrès —, les relieurs continuèrent partiellement la grève. Pour subvenir aux frais de chômage, ils acceptèrent — crime des crimes — l'argent envoyé par nos camarades de la Fédération Polygraphique de Russie, malgré les décisions et les menaces du Comité Central de la Centrale des travailleurs du Livre où pontifiaient les Mertens et les Van Malderen. Le vent soufflait à gauche. Et ceux de droite, cause de l'échec partiel du mouvement, en entendirent de cruelles de la part de ceux qui aujourd'hui... mais n'anticipons pas.

Ces événements et cet état d'esprit eurent forcément leur répercussion au sein du Conseil Général de la Fédération du Livre. Les indésirables d'aujourd'hui étaient les élus d'alors. Il régnait une entente relative à la Fédération locale.

Cependant un lent travail de changement commença.

Les relieurs, ou plus précisément les fonctionnaires du syndicat des relieurs, subirent de savants assauts de la part de la Centrale : des prières d'abord, des menaces, ensuite. Et peu à peu, par un saint mystère que nous n'avons jamais pu pénétrer, le secrétaire permanent s'attiédit, les pontifes tout-puissants lui préparèrent un beau chemin pour la retraite. Ceux qui avaient — comment dire pour ne pas froisser les susceptibilités — machin-choisé les relieurs en 1925, redevinrent pour lui les véritables champions de la défense ouvrière et ces mêmes champions rendirent à ce révolutionnaire repent

toute leur intéressante protection. Van Malderen, avec l'approbation de son réconcilié, devint président de ce pauvre syndicat des relieurs.

Pendant ce temps, le Conseil Général, sous l'impulsion d'un bureau intempestivement vigilant, fut appelé à faire face à des situations scabreuses : l'affaire du non-syndiqué de chez Hayez, le cas Mondelaers, le litige « XXe Siècle-Peuple-Indépendance », la révision du barème des salaires, la révision du taux des tranches d'index. Autant de questions qui devaient remettre en évidence la non-résistance des Comités Centraux. Pour ceux-ci le Conseil Général devint le point de mire d'attaques insidieuses. Les membres des Comités Centraux qui étaient aussi membres du Conseil Général subissaient visiblement une influence... mettons prudente. Dame, on ne brise pas ainsi son « avenir » en se mettant en rébellion contre les tout-puissants pontifes et cela d'autant moins qu'on est entré dans la carrière bureaucratique. Les désaccords commencèrent. On fit appel au spectre du bolchevisme. Et il y eut maints débats, provoqués par un des secrétaires de la Centrale du Livre, dignes de meetings électoraux. Le président Verniers, membre du Comité de la Centrale du Livre, lacha pied. Il démissionna. Il fut remplacé par un typo, notre camarade Kinat. Et les attaques redoublèrent.

Le Conseil Général, au temps où le vent soufflait à gauche, avait admis en principe l'envoi d'une délégation en Russie et ce à l'invitation des organisations du Livre de l'U.R.S.S. Le vent soufflant à droite, il devint dangereux d'entrer en relation avec nos camarades de l'Union soviétique. C'est ainsi que le secrétaire — le grand indésirable — qui allait se rendre à Moscou, délégué par le Secours Ouvrier International, se vit intimer l'ordre, sous peine de voir démissionner la section des Photograpeurs de déposer son titre de secrétaire avant de partir !... La manœuvre du secrétaire de la Centrale du Livre échoua. Mais le travail souterrain continua et quelques temps après la section des Photograpeurs

(Centrale du Livre) envoya sa démission de la Fédération locale sous le prétexte qu'elle n'avait pas été appelée à donner son avis sur l'application des jours de congé. Une délégation fut envoyée auprès du comité de ce syndicat et il ne fut pas difficile, cahier des procès-verbaux en mains, de démontrer l'erreur de ces camarades, leurs délégués ayant participé à la discussion. La démission fut retirée... mais remplacée, avec l'aide du secrétaire permanent des lithographes par une interpellation sur le « malaise » de la Fédération locale mettant en jeu le bureau du Conseil Général. L'attaque se précisait. Cependant, lorsque chacun eut vidé son sac, les arguments se réduisirent à si peu de choses qu'il fut impossible de retenir quoi que ce soit du motif d'interpellation.

Il fallait pourtant aboutir ou bien à la liquidation du Conseil Général de la Fédération locale, ou bien à sa soumission aux Comités Centraux et plus précisément à la Centrale du Livre. L'échéance du contrat collectif était proche. Le bureau réclamait déjà une mise à l'œuvre : l'organisation de la résistance, la réunion d'assemblées plénières, toutes choses de nature à gêner la stratégie des pontifes. Lors du Congrès de Noël, le secrétaire du bureau du Conseil Général avait clairement exprimé la volonté de son organisation de reconquérir les écarts de salaire subis depuis 1914 ainsi que des garanties sérieuses contre le chômage, et cela en opposition avec le programme des C. C.

Il fallait, coûte que coûte, se débarrasser de ceux qui ne voulaient pas marcher dans la politique des Centraux car si on ne parvenait pas à les museler à temps, ils entraîneraient derrière eux tous les travailleurs du Livre de la capitale et alors... ce serait une nouvelle glissade à gauche avec obligation pour les repentis de changer une fois de plus leur fusil d'épaule.

Une assemblée plénière de la Fédération du Livre devait se tenir le 18 mars 1928. Tout avait été tenté pour empêcher cette assemblée, lorsqu'elle fut décidée, on fit tout pour la différer et lorsqu'elle eut lieu on fit un su-

prême effort pour discréditer les militants du bureau de la Fédération. Pour cela, dans son numéro de mars, l'organe officiel de la Centrale du Livre, « Le Travailleur du Livre », publia un long article non signé, bourré de mensonges et de basses injures à l'adresse du président, du secrétaire et du secrétaire-adjoint du bureau du Conseil Général, aux dires du courageux anonyme ceux-ci étaient vendus à un parti, aux ordres de Moscou, ils n'étaient que de plats valets accrochés à leurs postes malgré les camouflets, etc., etc., comme conclusion, il exigeait leur démission. Evidemment, au sein du Conseil Général aucun de ceux qui, aujourd'hui, prétendent se formaliser des paroles aigres-douces échangées au cours des discussions concernant le contrat collectif, n'éleva la moindre protestation, ne fit la moindre allusion à cet article scandaleux, ni Pint, ni Fransissi, ni aucun groupe n'éprouva le besoin de s'élever contre « ces basses injures », sans doute étaient-ils intérieurement satisfaits de voir s'amorcer une campagne dont ils profiteraient par après. Mais les intéressés les mirent au pied du mur. Et tous, sans exception aucune, décidèrent — et ils devaient le faire ou se démasquer, ce pourquoi le moment n'était pas encore venu — l'envoi, au journal en question, d'une protestation indignée avec vote de pleine confiance envers les intéressés, et prière d'insérer — ce que cette digne feuille ne fit jamais.

Mais la bagarre était ouverte. D'un côté les Comités Centraux, de l'autre, les travailleurs du Livre de Bruxelles. Et même les permanents des lithos et des relieurs furent obligés de préciser leurs positions — souvenez-vous des paroles de Fransissi au Palais d'Été. Les typographes étaient résolus à imposer leurs revendications. Ils exigèrent — devant la situation de la Fédération patronale — la réunion d'un Congrès national, où ils feraient des propositions formelles: les lithographes, en dépit des efforts de leur bureau, exigèrent, de même, dans un ordre du jour précis, un Congrès avant le 1er mai. Les Comités Centraux firent la sourde oreille, se prétendant nantis

par le Congrès de Noël d'un blanc-seing. Au prix de n'importe quelle capitulation, il fallait éviter un mouvement; ils savaient que seuls les dirigeants de l'Association Typographique — jouissant d'une indépendance complète — étaient vraiment résolus à ne pas laisser empirer la situation. Les C. C. eurent alors une idée géniale : isoler l'Association Typographique d'abord, et, au sein de celle-ci, isoler les dirigeants incorruptibles. Pour cela ils désignèrent parmi les négociateurs du nouveau contrat les permanents des lithos et des relieurs, Fransissi et Pint. Pour du machiavélisme, c'en était. Le résultat de cette manœuvre ? Ces deux dirigeants passèrent à droite contre leurs collègues typographes.

Le Conseil Général eut à discuter, de même que les Comités de Bruxelles réunis, cette situation angoissante, sans parvenir cependant à rallier dans la soumission les typographes qui prétendaient ne plus vouloir reculer, quitte à faire un mouvement local. Les événements se précipitèrent. Le Congrès de Mai, tenu trop tard pour permettre une liberté d'action, vint avec des propositions désastreuses. Par voie de referendum, l'Association Typographique repoussa ces propositions, formula un contrat séparé et décida la remise des préavis. Point n'est besoin de détailler ici la campagne abominable menée à ce moment par les Comités Centraux pour arriver à diviser notre organisation et à pousser nos membres à l'indiscipline envers les décisions du poll, c'est-à-dire de la majorité. La presse socialiste et la Fédération patronale les aidèrent largement dans cette dégoûtante besogne. Le bureau de la Fédération locale, devant l'éventualité d'une grève des typographes, convoqua d'urgence une séance pour envisager la situation et prendre des mesures adéquates. Fransissi et Pint refusèrent de participer à cette réunion. Or, s'il est admissible que des camarades ne soient pas d'accord avec le mouvement des typos, il n'est pas admissible que, comme dirigeants responsables au sein du bureau de la Fédération locale, ils s'abstiennent devant des événements comportant d'ine-

luctables conséquences pour tous les groupements du Livre de Bruxelles. Cette réunion devait avoir lieu le 2 mai, avant la remise des préavis.

A partir de ce moment, le divorce était formel.

Il n'est pas possible de faire ici l'histoire des événements qui marquèrent les mois suivants. Nos camarades typos, dans les très nombreuses assemblées, ont eu connaissance de leurs moindres détails. Ils savent comment furent sabotées les décisions du poll concernant la remise des préavis. Ils connaissent les conditions malheureuses du contrat qui leur fut imposé. Quant à la Fédération locale du Livre, la carence de deux des principaux groupes en rendait la vie impossible. Il fallut attendre que le calme se rétablît et que l'occasion s'en présentât pour reprendre contact.

Cette prise de contact semblait nécessaire dès l'entrée en application du contrat à propos du remplacement des jours de congés; aussi, au début de juillet, le secrétaire convoqua le bureau. Peine perdue. Pint refusa par lettre d'assister à cette réunion, exigeant avant tout un examen des incidents survenus au cours du renouvellement du contrat, devant les Comités. La question des jours de congé qui devait être tranchée de suite, ne l'intéressait probablement pas. Fransissi assista, sous réserve, et pour la seule raison de nous apporter les propositions patronales en matière de congés avec lesquelles il était d'accord. Pour le reste il ne voulait plus siéger avec le bureau tant que les comités n'auraient pas liquidé les incidents précités. Néanmoins un débat eut lieu sur la question des jours de congé et les propositions patronales, endossées par Fransissi, furent repoussées. Ce qui n'empêcha pas les lithos et les relieurs de les appliquer quand même par une circulaire en contradiction formelle avec les instructions du Conseil Général de la Fédération locale.

Depuis ce sabotage, les prises de contact ont été impossibles. Le Conseil Général, estimant que les membres de son bureau ayant été nommés par lui n'ont à rendre compte de l'accomplissement de leur mandat que devant

lui et non devant les comités, n'a pas voulu que ces derniers puissent se substituer ainsi à un organisme régulier. D'autant moins que dans des articles parus dans la presse socialiste, le conflit s'est mué en querelle politique ou l'argent de Moscou, le bolchevisme et autres calembredaines ont singulièrement déplacé la question.

La vérité sur les intentions des dirigeants des Comités Centraux, dont Pint et Fransissi sont membres, est qu'on veut priver les travailleurs du Livre de Bruxelles de leurs militants qui ne veulent pas s'incliner devant les ukazes de la Commission Syndicale et des C. C. Le moyen : les chasser de tous les postes où ils peuvent exercer une influence sur les syndiqués, où ils peuvent suivre de près les manœuvres de coulisse et, si besoin est, les dénoncer aux travailleurs, où ils peuvent participer à la direction du mouvement. En un mot, on veut leur appliquer la fameuse et néfaste motion Mertens, dont Van Malderen s'est fait le champion dans toutes les autres Fédérations syndicales et qu'il n'avait pas encore réussi à faire appliquer dans la sienne, ou plutôt dans celles des travailleurs du Livre.

Tout ce qui peut être invoqué à côté de cette vérité est de la vaine phraseologie, destinée à leurrer les travailleurs.

Si ces manœuvres réussissaient, ce seraient d'abord l'absorption morale et pratique de l'Association Typographique neutre par la Centrale du Livre socialiste, la mise en tutelle de notre organisation qui fut toujours à la tête de tous les groupes du Livre du pays, son infirmité organique, l'impossibilité de se diriger selon son libre choix, l'éloignement des « seuls » militants indépendants qui ont pu donner des preuves de leur attachement à la cause ouvrière, étant eux-mêmes des ouvriers.

Nos camarades du Livre, ceux de la base, ceux de l'atelier, ceux qui ne veulent pas laisser empoisonner le mouvement syndical par les querelles politiques ne permettront pas que les Mertens, les Van Malderen et leurs hommes de paille aboutissent à leurs fins.

J. DE BOE

La Poubelle

LA PAILLE ET LA POUTRE

Le « Peuple » a sans doute raison de critiquer cet ouvrier devenu chef de service, et qui est cause de ce que le personnel de certaine maison est parti en grève.

Mais ce même journal socialiste, depuis la nomination d'un ouvrier au rang de chef de service, c'est-à-dire depuis le 1er janvier 1928, a vu partir huit ouvriers littéralement écœurés de l'attitude de celui-ci qui, entre parenthèses, est couvert par la direction. Dans ces huit départs, il y avait même des membres de l'« Effort » !!

Or, le chef de service en question est membre du Comité Central et militant soi-disant syndicaliste !

La critique de la conduite du chef de service de chez De Rysscher est-elle applicable au chef de service du journal « Le Peuple » ?

« Balaie devant ta maison », disait Luther.

LES RESPONSABLES

Par 4 groupes contre 1, la Fédération locale du Livre, pour des raisons très sérieuses, repoussait la proposition patronale de transposer le jour de congé du 11 novembre au 23 juillet et décida de le remplacer par le lundi 12 novembre. Or, les syndicats des lithographes et des relieurs, en rébellion contre cette décision, firent appliquer par leurs membres la proposition patronale !!! Il en résulta une indescriptible confusion.

Nos patrons en ont profité pour se refuser à payer la journée de congé compensatoire. Les causes sont introduites au Conseil d'Arbitrage. Les patrons auront d'ailleurs beau jeu, les Comités Centraux ayant exprimé leurs regrets concernant la décision du Conseil Général de la Fédération locale, prétendant qu'elle est contraire aux stipulations du contrat. C'est imprimé en toutes lettres dans le N° d'août du « Travailleur du Livre ». On ne pouvait plus jésuitiquement couvrir l'indiscipline des relieurs et des lithos, car la proposition patronale, préjudiciable à nos chômeurs, n'était pas plus conforme aux stipulations que la nôtre. Mais évidemment les sabotages qui viennent des patrons...

